

Cahier des charges pour la mise en œuvre d'un centre de ressources territorial (CRT) pour les personnes âgées

Table des matières

1.Cadre juridique.....	3
2.Définition	3
3.Portage du projet	3
4.Territoires cibles :.....	4
5.Organisation du centre de ressources territorial :.....	4
6.Contenu des réponses à l'appel à candidatures	5
7.Critères d'éligibilité du porteur et de sélection du projet :	6
8.Publics cibles :	6
9.Orientations régionales pour la sélection des projets :	7
10.Délai de mise en œuvre	8
12.Gouvernance et partenariats	10
13.Système d'information.....	12
14.Prestations proposées au titre du volet 1.....	13
15.Prestations proposées au titre du volet 2.....	15
6.Professionnels de l'accompagnement renforcé (volet 2)	18
17.Admission et sortie du dispositif.....	20
18.Indicateurs de suivi et d'évaluation	21
Annexes.....	24

1. Cadre juridique

- Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;
- Arrêté du 27 avril 2022 relatif à la mission de centre de ressources territorial pour les personnes âgées ;
- Décret no 2022-731 du 27 avril 2022 relatif à la mission de centre de ressources territorial pour personnes âgées et au temps minimum de présence du médecin coordonnateur en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.
- Instruction n° DGCS/SD3A/2022/113 du 15 avril 2022 relative à l'appel à candidature portant sur le déploiement de la mission de centre de ressources territorial pour les personnes âgées.

2. Définition

Le CRT vise à permettre aux personnes âgées de vieillir chez elles le plus longtemps possible grâce à un accompagnement renforcé à domicile, lorsque l'accompagnement classique déjà assuré par un service proposant de l'aide ou des soins à domicile n'est plus suffisant pour leur permettre de continuer de vivre chez elles. Il s'agit de développer une alternative à l'entrée à l'établissement.

Cette mission comporte deux modalités d'intervention, qui devront toutes deux être menées conjointement par les centres de ressources territoriaux :

- volet 1 - Une mission d'appui aux professionnels du territoire (formation des professionnels, appui administratif et logistique, mise à disposition de compétences et ressources gérontologiques, gériatriques et de ressources et équipements spécialisées ou de locaux adaptés)

- volet 2 - Une mission d'accompagnement renforcé pour des personnes âgées en perte d'autonomie (GIR 1 à 4) nécessitant un accompagnement à domicile plus intensif, en alternative à l'EHPAD, qui souhaitent rester à leur domicile, pour lesquelles un accompagnement « classique » des services du domicile n'est plus suffisant et qui seraient de prime abord orienté vers un établissement d'hébergement adapté. Il s'agit donc de personnes ayant besoin d'un panier de services d'accompagnement large justifiant une coordination renforcée.

Le développement d'une mission de centre de ressources territorial vise à positionner la structure désignée comme un facilitateur du parcours de santé des personnes âgées du territoire résidant à domicile ou dans un autre établissement ainsi qu'aux professionnels en charge de leur accompagnement. L'enrichissement des missions des structures concernées est également conçu comme un levier pour renforcer l'attractivité des métiers et des parcours professionnels dans le champ du grand âge.

3. Portage du projet

Cette mission peut être portée :

- soit par un EHPAD majoritairement habilité à l'aide sociale, en lien avec des services à domicile ;
- soit par un service à domicile, sur la base d'un conventionnement avec un EHPAD pour la mise à disposition des ressources nécessaires à la réalisation des prestations du volet 1 (locaux, équipements, accès aux ressources de santé...) ainsi que d'un temps de médecin coordonnateur et si possible la mobilisation d'un hébergement d'urgence pour la réalisation des prestations du volet 2.

4. Territoires cibles :

La région Centre-Val de Loire dispose actuellement 15 de Centre de Ressources Territoriaux :

- 2 dans le Cher,
- 2 en Eure-et-Loir,
- 2 dans l'Indre-et-Loire,
- 3 dans le Loir-et-Cher,
- 4 dans le Loiret.

Au regard du dernier appel à candidatures lancé en Avril 2025, de nouveaux territoires seront couverts par un Centre de ressource à compter du 01 novembre 2025

- Dans le Cher,
- Dans l'Eure-et-Loir,
- Dans l'Indre
- Dans l'Indre-et-Loire,
- Dans le Loir-et-Cher,
- Dans le Loiret.

Territoire à couvrir pour le Cher

Territoire Cher Ouest communauté de communes de Vierzon, Sologne en Berry, Cœur de Berry Fercher (sauf Mareuil en Amon) et communs alentours voir en Annexe la liste des communes à couvrir

Territoire à couvrir pour L'Eure et Loir

Territoire de Bonnevalais et Grand Châteaudun voir en Annexe la liste des communes à couvrir

Territoire à couvrir pour Indre

Territoire Nord Est voir en Annexe la liste des communes à couvrir

Territoires à couvrir pour Indre et Loire

Le territoire est la métropole de Tours, La Riche, Saint Cyr sur Loire, Saint Avertin, Chanceaux sur Choisille, Rochecorbon, Parçay Meslay, Notre Dame D'Oé, Saint Pierre des Corps, ainsi que la Communauté de Communes Vallée de l'Indre et les communes alentours Villandry Savonnière, Chambray les tours, Druye, Ballan Miré

Territoire à couvrir pour le Loir et Cher

Territoire 1 Territoire Sud Est Loir et Cher, Romorantin Lantenay en Annexe la liste des communes à couvrir
Territoire 2 : Axe ligérien, Métropole de Blois en Annexe la liste des communes à couvrir

Territoire à couvrir pour le Loiret

Territoire de Beaugency voir en Annexe la liste des communes à couvrir

Les territoires restant à couvrir feront l'objet d'appels à candidature en 2026

5. Organisation du centre de ressources territorial :

Le Centre de Ressources Territorial s'inscrit dans un territoire regroupant un maillage d'acteurs spécialisés en gérontologie, intervenant soit dans le cadre de la prévention de la perte d'autonomie ou celui du maintien à

domicile. Ainsi, le porteur du CRT sera vigilant à respecter les missions de chacun de ces acteurs et s'efforcera, pour ceux qui entrent directement dans son champ de compétences, à les associer au montage de son projet par voie de convention.

Le porteur du projet doit constituer une équipe dédiée en recrutant ou en identifiant les professionnels qui sont chargés de conduire la mission de centre de ressources territorial et préciser les modalités de fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire dédiée à la conduite de cette mission.

L'équipe ainsi constituée collabore avec les professionnels de l'établissement ou du service porteur.

Que la mission soit portée par un EHPAD ou un service à domicile, la complémentarité entre les deux modalités d'intervention, au sein des murs de l'EHPAD (porteur ou partenaire) et au domicile des bénéficiaires, est notamment assurée grâce à un temps de direction et de chefferie de projet dédié à la mise en œuvre de cette nouvelle mission.

De même, les équipes qui assurent les missions classiques de la structure porteuse doivent être associées le plus possible aux actions mises en œuvre dans le cadre des deux modalités d'intervention de la nouvelle mission (volet 1 et 2).

La nouvelle mission est pensée comme un prolongement de l'action classique de la structure et doit s'articuler avec le fonctionnement habituel de celui-ci. Si la mission de centre de ressources territorial est portée par un service à domicile, une attention devra également être portée à l'articulation avec les équipes qui assurent les missions classiques de l'EHPAD partenaire, dans le cadre du conventionnement passé avec lui.

Il est prévu que les bénéficiaires de l'accompagnement renforcé au domicile (volet 2) puissent participer aux actions mises en place au titre du volet 1 telles que l'accès aux ressources de santé (consultations et télésanté, actions de prévention et repérage) et aux activités en faveur de l'animation de la vie sociale.

De plus, l'ouverture de centre de ressources territorial sur son environnement doit permettre de repérer des situations susceptibles de bénéficier du volet 2.

Par ailleurs, les personnes âgées sur liste d'attente pour une entrée en EHPAD peuvent se révéler être de futurs bénéficiaires de cet accompagnement. Le suivi des personnes à leur domicile dans le cadre du volet 1 et du volet 2 peut participer à une meilleure préparation de l'entrée en EHPAD des personnes concernées. Certains postes de dépenses partagés, tels que la mise en place de moyens de transports, peuvent bénéficier aux deux volets de la mission de centre de ressources territorial.

Le porteur du Centre de Ressources Territorial a la liberté de sectoriser son équipe d'intervention sur son territoire autant que nécessaire afin qu'elle reste à proximité des besoins à couvrir (possibilité de déployer des antennes en complément du siège porteur du CRT). Afin de limiter les frais de fonctionnement, les antennes ont vocation à être installées dans les locaux existants d'un partenaire (ex : salle de réunion partagée dans un EHPAD etc...).

6. Contenu des réponses à l'appel à candidatures

Les réponses devront comporter les éléments suivants :

- le diagnostic, réalisé par le candidat, sur le territoire de son intervention en tant que centre de ressources territorial, qui est un élément central de la réponse à l'appel à candidature : données sociodémographiques de la zone concernée, offre locale en direction des PA à la fois médico-sociale, sociale et sanitaire, partenariats déjà en place
- le modèle d'organisation choisi par le candidat ;
- les partenariats prioritairement à mettre en œuvre ;
- le territoire d'intervention, qui tient compte de l'implantation de l'EHPAD porteur ou partenaire et de la file active cible du porteur sur le volet 2. Si le porteur est un service à domicile, le territoire d'intervention de la structure centre de ressources peut être différent de celui défini dans l'autorisation en tant que SAAD, SSIAD ou SPASAD. Le périmètre de ce territoire d'intervention est précisé dans la réponse à l'appel à candidatures et repris dans les conventions de partenariat et de coopération EHPAD-service. La zone d'intervention du centre de ressources territorial est définie en cohérence avec les territoires de parcours des personnes âgées tels que prévus dans les projets régionaux de santé et les schémas d'orientation et d'organisation départementaux. **En fonction du découpage définitif des zones géographiques permettant de garantir une couverture territoriale complète, les zones d'interventions seront susceptibles d'être ajustées.**
- les actions susceptibles de relever de la mission de centre de ressources territorial faisant l'objet d'un financement par ailleurs (actions financées par la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ou par la dotation complémentaire des services d'aide à domicile, crédits non reconductibles ou FIR ARS,...) doivent être identifiées et signalées par le candidat.

7. Critères d'éligibilité du porteur et de sélection du projet :

Ne sont pas éligibles les projets suivants :

- les projets ne comportant pas les deux modalités d'intervention pour assurer le rôle de centre de ressources territorial ;
- lorsque le porteur est un service à domicile, les projets ne prévoyant pas de conventionnement avec un EHPAD.

8. Publics cibles :

Les publics cibles du centre de ressources territorial dans son volet 1 sont :

- les personnes âgées de 60 ans et plus, sans condition de niveau de GIR, et leurs aidants, en particulier les personnes bénéficiant du volet 2 mais plus largement les personnes âgées du territoire résidant à leur domicile. L'objectif est de mobiliser toutes les ressources pertinentes pour permettre à ces personnes, en complément de l'accompagnement à domicile, de vieillir chez elles. En particulier, le porteur de projet veillera à ce que les ressources disponibles, en particulier celles des EHPAD (porteur ou partenaires), qui bénéficient généralement exclusivement aux résidents de l'EHPAD, soient mises à disposition de personnes âgées résidant à domicile ;
- l'ensemble des professionnels du territoire intervenant auprès des personnes âgées, dans l'objectif d'améliorer les pratiques professionnelles et de partager les bonnes pratiques. Peuvent notamment bénéficier des actions du volet 1 les personnels de services à domicile, d'EHPAD ou de résidences autonomie.

Les publics cibles du centre de ressources territorial dans son volet 2 sont :

-Les personnes âgées en perte d'autonomie en niveau de GIR 1 à 4 résidant à leur domicile ayant besoin d'un niveau de prestations similaire à celui d'un EHPAD au moyen d'un accompagnement plus intensif, coordonnant si nécessaire l'offre de soins et d'accompagnement en partenariat avec les services du domicile. Dans le cas où la personne ne bénéficie pas de l'APA et ne dispose pas d'une cotation GIR, elle sera accompagnée dans les démarches nécessaires pour l'obtenir. Le bénéficiaire réside à une distance du centre de ressources territorial et de ses partenaires, compatible notamment avec l'organisation de l'astreinte et de la garde itinérante de nuit (si elle doit être assurée par l'équipe dédiée à l'accompagnement renforcé), dans la limite du territoire d'intervention défini par le porteur du projet en lien avec l'ARS.

Parmi ces profils de bénéficiaires, les situations suivantes seront priorisées pour l'admission des bénéficiaires : retour d'hospitalisation, logement inadapté, absence d'aidant à proximité, isolement de la personne et les situations orientées par le DAC du territoire.

L'accompagnement n'est pas limité dans le temps. Il peut également s'effectuer sur une durée relativement courte et correspondre à la mise en place d'un plan d'accompagnement renforcé pour accompagner une sortie d'hospitalisation par exemple et prévenir les ré-hospitalisations évitables. Cet accompagnement complémentaire du droit commun sera déterminé qu'une HAD soit mise en place ou non, en articulation avec les interventions de ce partenaire le cas échéant ou avec celles des professionnels libéraux.

9.Orientations régionales pour la sélection des projets :

Pour la sélection des projets, une attention particulière est portée sur l'opérationnalité du projet, le niveau de maturité déjà existant dans la coordination territoriale et la capacité du gestionnaire à mettre en œuvre rapidement la nouvelle mission.

A cet égard, il sera tenu compte des éléments suivants pour la sélection des projets :

1) les porteurs de projet concentrent des expertises diverses ou mettent en place des actions innovantes et disposant de compétences intéressantes à diffuser sur le territoire. Cela peut être en lien avec des pratiques vertueuses reconnues en matière d'accompagnement des résidents et bénéficiaires et de respect des principes de bientraitance ainsi qu'avec son dynamisme sur les sujets d'attractivité des métiers et de qualité de vie au travail ;

2) la capacité à mobiliser des ressources humaines et à coordonner des professionnels de profils divers en pluridisciplinarité est une priorité. A ce titre, le porteur :

- Bénéficie d'un temps de médecin qui assure une présence effective dans l'EHPAD, prioritairement un médecin coordonnateur ou à défaut un médecin intervenant dans l'EHPAD (ex : médecin prescripteur attaché à l'EHPAD) ;
- Bénéficie d'un temps d'infirmier coordinateur ;
- A une présence d'infirmière de nuit ou est engagé dans un dispositif d'astreinte mutualisée d'IDE de nuit, en complémentarité de la présence de jour.

3) le porteur dispose d'espaces et d'équipements suffisants pour organiser les actions du volet 1. Ils doivent être accessibles aux différents acteurs susceptibles d'y intervenir, s'agissant notamment de l'emplacement géographique, ainsi que des horaires d'ouverture au public.

4) le porteur de projet s'inscrit dans une forte dynamique partenariale gérontologique ainsi que dans la filière gériatrique. L'existence de liens avec le secteur sanitaire, l'hospitalisation à domicile, les services intervenant au domicile, les établissements et services médico-sociaux du secteur géographique retenu pour le projet et les CPTS sont également un gage de solidité du porteur.

En outre, le rattachement à un groupement de coopération sociale et médico-sociale (GCSMS) peut être considéré comme un atout pour endosser les missions de centre de ressources territorial. L'implication des collectivités territoriales doit être recherchée.

5) la qualité du diagnostic réalisé sur la place et le rôle des acteurs du territoire justifiant le choix des prestations, l'organisation et les partenariats proposés par le porteur sont des critères déterminants. Le fait que les prestations proposées permettent d'améliorer la qualité et le maillage territorial de l'offre à destination des personnes âgées et répondent aux objectifs des schémas départementaux de l'autonomie, du PRS3 et des plans nationaux en cours sera valorisé.

6) l'implication du porteur dans le déploiement du plan national antichute à l'échelle du territoire, en lien avec la coordination régionale assurée par l'ARS et l'ERVMA, est une priorité.

7) la capacité à mettre en œuvre des actions de prévention et de dépistage pour un vieillissement en bonne santé (ex : déploiement d'ICOPE) avec l'implication de tous les acteurs du territoire est une priorité

8) le porteur doit mettre en place et coordonner des actions de soutien aux aidants sur la zone de couverture territoriale, en lien avec les actions déjà existantes et les partenaires identifiés

9) le fait que le porteur de projet ait d'ores et déjà développé des modalités d'accueil et prestations spécifiques (ex : places d'accueil de jour, hébergement temporaire, PASA, UHR et PFR...) ou bien des modalités d'accompagnement démontrant une robustesse de la structure (ex : dispositif de permanence des soins jour/nuit) sera pris en compte.

10) une démarche d'aller-vers une population éloignée du soin sera une action indispensable à mener.

En conséquence, une priorité sera donnée au fait que la mise en place d'un centre de ressources territorial réponde à un besoin du territoire qui jusque-là n'était pas ou insuffisamment couvert.

Le porteur de projet veillera à ne pas créer de doublon avec une offre déjà existante.

10. Délai de mise en œuvre

Le porteur devra avoir engagé les actions des volets 1 et 2 dans un délai de 6 mois à compter de la notification de la décision de l'ARS prise à la suite de l'examen des candidatures par le jury formé à cet effet. Les CRT devront être mis en œuvre entre le 1^{er} novembre 2025 et le 31 décembre 2025.

11. Financement de la mission

Une dotation annuelle de 400 000 € est versée aux structures retenues dans le cadre de l'appel à candidatures pour remplir la mission de centre de ressources territorial dans ses deux volets.

Ce financement ne se substitue à aucun autre financement déjà perçu par l'établissement ou le service porteur. Néanmoins, ce financement n'a pas vocation à financer des actions déjà financées par ailleurs et ne nécessitant aucun complément de financement (à titre d'exemple, des actions du volet 1 déjà réalisées et financées par la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ou par la dotation complémentaire versée aux SAAD par le conseil départemental).

Ces financements, tout comme les prestations qu'ils financent, s'ajoutent aux financements versés aux services à domicile pour dispenser des prestations d'aide ou de soins à domicile. Dans la continuité de l'expérimentation DRAD et dans l'attente de son évaluation, aucune participation financière n'est demandée aux bénéficiaires des prestations du centre de ressources territorial.

Cette dotation peut être répartie librement entre les deux modalités d'intervention de la mission, sous réserve de respecter les contraintes suivantes :

- un temps de chefferie de projet dédié est financé (exemple : à hauteur de 0,2 ETP), notamment pour assurer la coordination administrative, la gestion budgétaire et comptable, la gestion des ressources humaines et la gestion des systèmes d'information ;
- la somme fléchée vers le volet 1 doit permettre de financer le socle de prestations attendues dans le volet 1 ;
- la somme fléchée vers le volet 2 doit permettre de financer une offre d'accompagnement renforcé à domicile pour une file active de 30 bénéficiaires minimum, financée à hauteur de 900 € par mois par bénéficiaire.

Dans l'hypothèse d'un portage par un service à domicile, le fonctionnement de centre de ressources territorial repose sur un conventionnement avec un EHPAD partenaire pour assurer les missions du volet 1 et pour le volet 2 pour organiser la mise à disposition d'un temps de médecin qui assure une présence effective dans l'EHPAD (prioritairement un médecin coordonnateur ou à défaut un médecin intervenant dans l'EHPAD). Les prestations apportées par l'EHPAD y sont définies et sont facturées par l'EHPAD au service porteur de la mission de centre de ressources territorial.

Le financement de cette mission donne lieu à un avenant au contrat pluriannuel d'objectif et de moyens (CPOM) de la structure. Si le porteur n'a pas de CPOM, la dotation est versée en complément de la dotation soins aux services autorisés totalement ou partiellement par l'ARS. Pour les services proposant uniquement de l'aide et de l'accompagnement à domicile, le financement est versé par l'ARS à l'EHPAD partenaire, avec lequel une convention doit être conclue ; cette convention prévoit le reversement de la part revenant au porteur de projet (somme fixée pour le volet 2 et pour les actions du volet 1 que le service mène en propre).

Une comptabilité analytique est établie pour retracer les dépenses spécifiques à la mission de centre de ressources territorial. Elle permet notamment le retraitement des états prévisionnels des recettes et des dépenses (EPRD)/ états réalisés des recettes et des dépenses (ERRD) pour retrancher ces dépenses dans le cadre d'un CPOM. Un suivi d'indicateurs d'activité dédiés est également organisé.

S'agissant du volet 1, l'enveloppe allouée peut financer des moyens humains ou matériels.

Moyens humains	Temps en ressources humaines (coordination, animation, communication, suivi administratif, soins)
	Intervenants extérieurs (professionnels de santé, animateurs d'ateliers)

Liste non exhaustive	Formation spécifique pour la personne amenée à réaliser une action relevant des prestations supplémentaires
Moyens matériels Liste non exhaustive	Aménagement des locaux pour la réalisation des actions de centre de ressource territorial
	Achats de matériels (fournitures, informatique, équipements permettant de faire des actes de téléconsultation à domicile...) pour la réalisation des actions de centre de ressource territorial
	Mise à disposition d'un transport pour faciliter la mobilité des bénéficiaires quand aucun autre type de transport n'est disponible.

S'agissant du volet 2 :

Les principaux postes de charges couverts par la dotation sont les suivants :

Coûts de fonctionnement :

- charges de personnel : professionnels médico-administratifs, équipe de pilotage de l'activité ;
- coûts liés aux fonctionnements du dispositif : entretien du SI, équipement du personnel, frais liés aux transports, etc. ;
- prestations à la charge de centre de ressource territorial : astreinte 24/7 et système de téléassistance (en complément si nécessaire du dispositif déjà financé par le conseil départemental).

Investissements :

- le cas échéant, des licences informatiques pour des logiciels de coordination, de visioconférence etc. ;
- achat d'outils numériques pour les actes de télésanté (téléconsultations, télé-expertise et télé-soins notamment) et les loisirs (tablettes à domicile et objets connectés) ;
- coûts d'ingénierie de projet : frais de formation du personnel.

Le forfait à hauteur de 900 € par bénéficiaire n'inclut ni les charges induites par le temps de chefferie de projet du dispositif, ni les charges liées aux locaux et aux véhicules. Celles-ci sont mutualisées pour les deux volets et à imputer sur l'enveloppe globale de 400 000 €.

Les porteurs de projet devront garantir une offre accessible financièrement. En particulier, dans l'hypothèse où l'accompagnement renforcé à domicile ne permet plus à la personne de continuer de vivre chez elle, le porteur doit être en mesure de proposer une solution d'hébergement en aval du volet 2 à un prix accessible.

L'accessibilité financière est assurée par le porteur de la manière suivante :

- soit il propose des prestations aux tarifs fixés par le département dans le cadre de l'aide sociale ;
- soit il prévoit dans sa candidature les modalités d'orientation des bénéficiaires du volet 2 vers une offre d'hébergement accessible financièrement via une convention avec un ou plusieurs EHPAD majoritairement habilités à l'aide sociale.

12. Gouvernance et partenariats

L'action du centre de ressources territorial repose sur de nombreux partenariats qui doivent être identifiés dans le dossier de candidature (lettres d'engagement par exemple). Parmi les conventions qui organisent et

définissent ces partenariats, deux types de convention sont obligatoires pour la mise en œuvre et doivent être prévues dans le projet du porteur :

- pour l'ensemble des porteurs, qu'il s'agisse d'un EHPAD ou d'un service à domicile, des conventions avec les services à domicile qui interviennent au quotidien chez les bénéficiaires du volet 2 doivent être conclues ;
- pour les centres de ressources territoriaux portés par un service à domicile, une convention doit être conclue avec un EHPAD partenaire pour la réalisation de certaines prestations du volet 1 et du volet 2.

Un des enjeux du volet 2 repose sur le partenariat noué avec des SAAD et des SSIAD/SPASAD pour proposer une offre intégrée afin de mieux répondre aux besoins des personnes dans une logique de « panier de services ». Ce volet suppose donc que le porteur s'associe au(x) SAAD, SSIAD ou SPASAD intervenant au domicile des bénéficiaires et faisant l'objet d'autorisations portées par un seul et même gestionnaire ou par plusieurs gestionnaires qui conventionnent pour répondre au projet.

Outre ces conventions incontournables, le tableau ci-dessous regroupe les partenariats nécessaires pour la réalisation des prestations dans les deux volets, qui sont susceptibles de varier selon les territoires et les configurations locales. Les partenariats prévus plus spécifiquement pour chacun des volets de la mission sont précisés dans les parties concernées. L'animation des partenariats constitue un point essentiel pour le bon fonctionnement du centre de ressources territorial et l'effectivité de ses missions sur le territoire.

Elle repose sur des conventions permettant de préciser les articulations avec les structures de droit commun. Par conséquent, le gestionnaire doit définir une instance de pilotage de la mission de centre de ressources avec les acteurs et partenaires du territoire (acteurs de la filière de soin gériatrique et gérontologique, acteurs du secteur sanitaire, social et médico-social...) en s'appuyant sur les instances de concertation et de coordination territoriale existantes.

Dans le cadre des prestations mises en œuvre, l'ARS veillera à ce que la structure établisse des partenariats notamment avec les acteurs des secteurs sanitaire (établissements, services et professionnels de santé) et médico-social, les acteurs de la prévention, de la coordination, les professionnels du domicile (dont les professionnels de soin libéraux) ou encore les acteurs associatifs de son territoire d'intervention.

Parmi les partenariats transverses, le centre de ressources territorial devra se rapprocher, pour la mise en œuvre du volet 1, des hôpitaux de proximité présents sur le territoire couvert. En effet, il doit impérativement veiller à porter une attention particulière à l'articulation avec l'offre d'expertise déjà présente sur le territoire.

Institutionnels et financiers	<ul style="list-style-type: none"> - ARS - Conseil départemental - Commune et intercommunalité
Filière de soins	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - L'appui soins palliatif territorial : l'équipe mobile de soins palliatifs (EMSP) et les équipes d'appui départementales en soins palliatifs (EADSP) - L'appui gériatrique territorial (partie intégrante de la filière de soins gériatrique territoriale) et notamment les équipes mobiles gériatriques (EMG) - Equipes territoriales d'hygiène (ETH) - L'équipe mobile de gérontopsychiatrie (EMGP) ou de psychogériatrie ou de psychiatrie de

	la personne âgée <ul style="list-style-type: none"> - Etablissements de santé (MCO/SMR/USLD/UCC) et notamment les hôpitaux de proximité - Etablissements et services de santé mentale
Aide et soins à domicile	<ul style="list-style-type: none"> - SAAD, SSIAD, SPASAD, futurs services autonomie à domicile. - L'hospitalisation à domicile (HAD) - Equipe PRADO pour les personnes âgées - Equipes spécialisées Alzheimer (ESA) - Équipes spécialisées Maladies Neuro-Dégénératives (ESMND) - Équipe d'Appui en Adaptation et Réadaptation (EAAR) - Equipes médico-sociales APA
Prévention de la perte d'autonomie	<ul style="list-style-type: none"> - Associations - Caisses et mutuelles - Centres sur les aides techniques
Aide aux aidants	<ul style="list-style-type: none"> - PFR du territoire - Associations d'aide aux aidants - Représentants du CVS - Autres acteurs qui proposent du répit au domicile
Vie sociale et citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Associations dédiées
Professionnels libéraux	<ul style="list-style-type: none"> - Médecin traitant - Equipes de soins libérales (IDEL) - Organisations d'exercice coordonnées : Equipes Soins Primaires, CPTS, MSP, centres de santé - Pharmacies d'officine
Coordination régionale et locale	<ul style="list-style-type: none"> - ERVMA - Dispositif d'appui à la coordination (DAC), coordination territoriale d'appui (CTA de PAERPA), des réseaux de santé, les CLIC, les coordinations gérontologiques, etc.
Autres établissements	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements hébergeant des personnes âgées - Résidences autonomie - Porteurs des habitats inclusifs du territoire - Résidences Services Séniors (RSS)

13. Système d'information

Le système d'information ITINEO permettra la mise en commun des données utiles à l'information et la coordination des acteurs du dispositif (professionnels de santé, médico-sociaux, aidants). Le centre de ressources territorial s'inscrit dans le programme ESMS numérique.

Il intégrera les outils et interopérabilités facilitant l'information et la coordination des acteurs : outil collaboratif, la MSS, un accès « Mon espace santé », carnet de liaison, PPCS, agendas partagés, annuaires de description de l'offre du territoire (ROR, RPPS, FINESS...). Il pourra intégrer ou faire appel à des outils d'évaluation (fragilité, évaluation multidimensionnelle...) facilitant l'inclusion dans le dispositif.

Le système d'information gèrera les accès à l'information de santé selon le profil de chaque professionnel de santé ou médico-social y accédant et intégrera la gestion du consentement de la personne et la traçabilité des accès à l'information de santé et sa conservation conformément à la réglementation. Les informations de santé du système seront hébergées auprès d'un tiers certifié HDS.

Le périmètre des informations partagées devra être défini dans le cadre de concertation entre les acteurs du parcours.

L'apport de nouvelles technologies à domicile devra intégrer une réflexion éthique et s'appuyer sur son appropriation, tant par les usagers que par les professionnels. Un accompagnement et une formation des différents professionnels intervenants auprès du bénéficiaire sont donc à prévoir dans le cadre de la montée en charge.

14. Prestations proposées au titre du volet 1

Les actions listées au sein de ce cahier des charges représentent une liste non exhaustive. Il n'est pas attendu qu'un centre de ressources territorial propose l'intégralité des actions identifiées. De plus, le porteur sera libre de proposer des actions qui n'apparaissent pas dans cette liste mais qui répondent aux champs d'intervention cités ci-dessous.

Ces actions doivent s'articuler avec les acteurs déjà présents sur le territoire afin de veiller à ce qu'elles répondent à un besoin du territoire qui jusque-là n'était pas ou insuffisamment couvert (ESP, CPTS, conférence des financeurs, CLIC...). Elles sont élaborées sur la base d'un diagnostic partagé.

Dans le cadre du volet 1, le centre de ressources territorial devra réaliser au minimum une action dans chacun des 5 champs d'interventions suivants :

- Participer à l'implémentation du plan antichute
- Favoriser l'accès des personnes âgées aux soins et à la prévention ;
- Lutter contre l'isolement des personnes âgées et de leurs aidants ; avoir une démarche d'aller-vers
- Contribuer à l'amélioration des pratiques professionnelles et au partage de bonnes pratiques.
- Mobiliser des ressources humaines et coordonner des professionnels

Exemples d'actions visant à favoriser l'accès aux soins et à la prévention :

- proposer des prestations de télésanté (télémédecine/télé soin) pour répondre aux besoins et améliorer le suivi des résidents en proposant ces services aux personnes âgées du territoire ou à d'autres établissements ;

- donner accès à des consultations avancées de professionnels de santé spécialisés (ophtalmologie, kinésithérapie, ergothérapie, cardiologie, dermatologie, nutrition, chirurgie-dentaire...) ouvertes aux personnes âgées vivant à leur domicile, en résidence autonomie ainsi qu'aux résidents d'autres EHPAD. Le porteur peut organiser des journées de présence de spécialistes dans ses murs afin de rapprocher le spécialiste des personnes âgées et leur éviter de parcourir trop de distance notamment dans les déserts médicaux. Il peut mettre à disposition des locaux et des équipements adaptés pour les spécialistes en fonction des besoins spécifiques identifiés dans le territoire et des consultations pouvant être mises en

place au sein d'un EHPAD. Exemples : masseur-kinésithérapeute, pédicure-podologue, audioprothésiste, chirurgien-dentiste... Le porteur pourra également organiser le transport de la personne âgée pour se rendre à ces consultations ;

- mettre à disposition des temps de professionnels pour se rendre sur demande dans un autre établissement (EHPAD, Résidence autonomie) ou service à domicile, par exemple lorsque cela est possible. Exemples : ergothérapeute, psychomotricien, masseur-kinésithérapeute, psychologue ou tout autre professionnel ;*
- organisation de consultations infirmière de repérage de la perte d'autonomie et/ou éducation à la santé, conseils hygiéno-diététiques, Exemples : conduites addictives, troubles du sommeil, souffrance psychique, troubles cognitifs, prévention de la dénutrition ;*
- organiser des campagnes de vaccination pour les personnes âgées du territoire résidant à domicile, au sein de l'EHPAD porteur ou partenaire ou au sein d'autres établissements, ainsi que leurs aidants (ex : grippe) ;*
- ouvrir à des personnes âgées du territoire et leurs aidants ne bénéficiant pas d'une prestation d'hébergement des actions collectives de prévention sécurisantes et susceptibles d'améliorer la santé et le bien-être et des actions de repérages des problématiques spécifiques. Exemples : atelier de renforcement musculaire et prévention des chutes ; créer des rencontres régulières avec les personnes âgées résidant à domicile pour des activités stimulant la mémoire (ateliers mémoire, revue de presse, scrabble, jeux de cartes, jeux de société, chants...) ; atelier cuisine et diététique ; atelier de conseils d'aménagement du domicile.*

Exemples d'actions visant à lutter contre l'isolement des personnes âgées du territoire et de leurs aidants, en bonne articulation avec le programme coordonné de la conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie, le cas échéant :

- contribuer au maintien du lien social :*
- partage des temps de repas ;*
- activités culturelles : visite du patrimoine, revue de presse, soirées musicales ou théâtrales ;*
- activités ludiques : ateliers de mémoire, scrabble, jeux de cartes, jeux de société, chants... ;*
- activités sportives : danse, gymnastique douce, yoga, randonnées... ;*
- développer des actions qui concourent à renforcer les liens intergénérationnels. Exemples :*
- jumelage EHPAD ou service à domicile/école ou actions avec des crèches, création de lien intergénérationnel à travers des activités pédagogiques ;*
- mettre en place des partenariats avec des associations dans une logique intergénérationnelle ;*
- développer des activités en commun avec le centre de loisirs et le club des aînés de la commune ;*
- apporter un soutien aux aidants :*
- accompagner vers les plateformes de répit (PFR), les CLIC, les CCAS, des organisation bénévoles et l'hébergement temporaire notamment en cas d'urgence ou de besoin de répit de l'aidant ;*
- mettre en place un partenariat formalisé avec la PFR du territoire ;*
- sensibiliser les aidants à l'accompagnement de personnes dans une situation spécifique, par exemple atteintes de maladies neurodégénératives et en fin de vie ;*
- organiser au sein de l'EHPAD des échanges de pratiques et partages de compétences entre les aidants des résidents et des personnes âgées à domicile et les professionnels de l'EHPAD notamment concernant les maladies neurodégénératives.*

Exemples d'actions visant à contribuer à l'amélioration des pratiques professionnelles et de la qualité de l'accompagnement :

- organiser des actions d'information, de sensibilisation, des partages d'expériences ou d'échanges ouvertes aux professionnels de la structure porteuse et de l'extérieur et à destination des bénévoles intervenant auprès des personnes âgées. Exemples : amélioration des pratiques professionnelles en*

*matière d'hygiène, d'éthique d'accompagnement de personnes atteintes de troubles du comportement ou encore de personnes en fin de vie, réunions pour faciliter l'appropriation par les professionnels des bonnes pratiques diffusées par la Haute Autorité de santé (HAS) ;
- organiser des campagnes de vaccination pour les professionnels intervenant auprès des personnes âgées en lien avec les acteurs du territoire (médecins traitants).*

15. Prestations proposées au titre du volet 2

Le dispositif inclut un niveau de prestations similaire à celui d'un EHPAD en proposant un accompagnement plus intensif, coordonnant si nécessaire l'offre de soins et d'accompagnement en partenariat avec les services du domicile qui interviennent en proximité pour de l'aide et/ ou du soin (SSIAD, SAAD et/ou SPASAD, futurs services autonomie).

Les prestations complémentaires qui constituent l'offre d'accompagnement renforcé recouvrent les quatre domaines suivants :

1. Sécurisation de l'environnement de la personne : surveillance et sécurisation du domicile jour et nuit, accompagnement à l'adaptation du logement ;
2. Gestion des situations de crise et soutien des aidants : gestion des ruptures d'accompagnement, gestion des sorties d'hospitalisation des bénéficiaires, soutien et orientation des aidants vers des solutions de répit ;
3. Suivi renforcé autour de la personne : suivi des plans d'accompagnement et de soins, coordination de l'ensemble des interventions autour du bénéficiaire, surveillance gériatrique ;
4. Continuité du projet de vie et lutte contre l'isolement des personnes âgées, animation de la vie sociale, appui au parcours de vie.

Il n'est pas attendu des professionnels du centre de ressources territorial qu'ils réalisent eux même les prestations d'accompagnement (aide et soins) mais qu'ils coordonnent les acteurs autant que de besoin et qu'ils permettent aux bénéficiaires d'accéder à l'ensemble des prestations complémentaires au droit commun prévues par cet accompagnement particulier, qui repose sur une expertise complémentaire gérontologique et gériatrique.

En accord avec les partenaires du dispositif, l'accompagnement renforcé permet au bénéficiaire et à ses aidants de s'adresser à un interlocuteur unique, plutôt qu'à une pluralité d'acteurs intervenants au domicile au sens où, le dispositif simplifie la réalisation des actions des différents intervenants et décharge le bénéficiaire et son aidant de l'organisation et du suivi de l'accompagnement. Le dispositif propose une offre de services modulable et intégrée, c'est-à-dire la possibilité d'accéder à une diversité de prestations relevant notamment de l'aide et de l'accompagnement, du soin, des repas et des activités, par une mise en place personnalisée et coordonnée des prestations.

L'accompagnement renforcé est mis en place de façon graduée lorsque les interventions déjà déployées au domicile ne suffisent plus à assurer le maintien à domicile dans de bonnes conditions. Il n'a pas vocation à se substituer aux compétences et aux missions assurées par les intervenants au domicile, tels que les

professionnels libéraux (IDEL), les SAAD, SSIAD et SPASAD ou celles qui seront définies pour les futurs services autonomie à domicile qui assureront un premier niveau de coordination de l'aide et du soin. L'accompagnement renforcé intervient en complémentarité des acteurs du droit commun qui interviennent au domicile du bénéficiaire.

Afin de mieux repérer les prestations réalisées par l'accompagnement renforcé, le détail des prestations « socle » par domaine d'intervention est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Sécurisation du domicile et adaptation du logement	<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation du domicile sur préconisations d'un ergothérapeute : évaluation des besoins et aide aux démarches nécessaires aux aménagements constitués d'aides techniques, technologiques, domotiques dont des dispositifs de télésanté et de liaison numérique - un pack domotique (2) peut être proposé. - Mise en place d'un dispositif de téléassistance 24h/24 et 7j/7 au sens de téléalarme reposant sur la levée de doute et faisant le lien avec l'astreinte soignante de l'accompagnement renforcé (selon le libre choix du bénéficiaire) - la solution doit être supérieure à une téléassistance classique en regard des objectifs du dispositif et de la population accompagnée. Il peut s'agir d'un système de téléassistance 24h/24 et 7j/7, par visio-assistance avec tablette connectée à l'astreinte de nuit par exemple.
Gestion des situations d'urgence ou de crise	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition d'une solution d'accueil d'urgence dans un EHPAD du territoire : 24h/24 dans la mesure du possible, sur une place HT-SH ou HTU pour limiter le reste à charge. - Organisation d'interventions à domicile par un professionnel de santé d'astreinte de nuit (IDE / aides-soignants / assistants de soins en gérontologie) de façon graduée et en réponse aux besoins ponctuels (en complément des gardes itinérantes de nuit financées par l'APA). => ces interventions peuvent être proposées en dehors des situations d'urgence pour répondre à des besoins spécifiques (troubles cognitifs, MND).
Coordination renforcée	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination renforcée des différents intervenants au domicile du bénéficiaire au-delà des volets soins et accompagnement via le suivi consolidé du plan d'accompagnement : assurer le partage de l'information et le maintien du lien entre les intervenants salariés, prestataires, le médecin traitant, les professionnels paramédicaux de ville et les aidants au moyen d'outils adaptés (SI, MSS, cahier de liaison numérique, PPCS...). - Mise en place d'interventions complémentaires de professionnels (psychologue, diététicien, psychomotricien) en réponse aux besoins ponctuels. - Mise en place d'actions de détection / surveillance des facteurs de risque : chute, dénutrition, troubles cognitifs - ces actions participent au suivi gériatrique du bénéficiaire et peuvent donner lieu à des orientations vers des structures et ressources adaptées. - Organiser les transitions hôpital / ville / domicile. - Assistance à la réalisation de téléconsultation médicale.
Continuité du projet de vie / lutte contre l'isolement	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des parcours de vie et actions de promotion de la santé : mise en place d'actions d'éducation thérapeutique du patient, d'activités de prévention. - Activités favorisant la vie sociale du bénéficiaire, de loisirs / lutte contre l'isolement et la fracture numérique. - Gestion des transports liés aux prestations de soins, à la participation à la vie sociale. - Aide aux démarches administratives d'accès aux droits, aux soins...
Soutien de l'aidant	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un partage d'information régulier avec l'aidant du bénéficiaire. - Orientation vers des solutions de répit et d'accompagnement souple pour les proches aidants

en articulation avec la PFR du territoire qui propose une orientation vers des solutions d'accueil séquentiel (jour-nuit-soirée), de répit en dehors et au domicile => l'équipe d'accompagnement renforcé peut proposer un soutien psychologique ponctuel de l'aidant ainsi que des formations/sensibilisations.

Les transports entre le domicile et le centre de ressources territorial pourront être financés en partie sur le volet 1 de la mission.

L'ensemble des prestations qui seront apportées par l'accompagnement renforcé peut être complété par des prestations optionnelles, qui sont à la charge du bénéficiaire :

- Les prestations « socle », comprises dans l'accompagnement renforcé :
 Il s'agit des prestations proposées à l'ensemble des bénéficiaires, délivrées en fonction de leurs besoins et qui complètent les prestations du droit commun. Elles sont constitutives de l'accompagnement renforcé proposé par le centre de ressources territorial. Ces prestations sont financées par un forfait mensuel versé sous forme de dotation au centre de ressources territorial.

- Les prestations optionnelles :

Il s'agit de prestations délivrées à la demande du bénéficiaire. Elles sont facturables individuellement soit directement au prestataire, soit via le porteur. Elles ne relèvent pas du forfait mensuel et des financements de la CNSA.
 Exemples : prestations de conciergerie (jardinage, interventions de socio-esthétisme par exemple), offres optionnelles de téléassistance au sens de téléalarme selon les porteurs (téléalarme mobile par exemple), en fonction du pack minimum de téléassistance défini par le porteur.

Les prestations peuvent être fournies directement par le porteur ou bien coordonnées par lui. Les prestations coordonnées peuvent alors être produites par des partenaires (SSIAD/SPASAD, intervenants libéraux) ou prestataires, mais la bonne organisation de ces prestations incombe à l'équipe de coordination du centre de ressources territorial.

Les conventions qui relient le porteur et ses partenaires sont donc de différentes natures (engagement de services, contrats de services) et doivent ainsi régler les relations contractuelles et notamment la responsabilité du gestionnaire et de ses partenaires dans la mise en œuvre des prestations.

Type de prestations	Sources de financement	Modalités de versement
Prestations du droit commun	Droit commun (APA, aide sociale, CNAV...)	Circuits de facturation habituels, en fonction du taux de participation du bénéficiaire
Prestations socle de l'accompagnement renforcé	Forfait mensuel par bénéficiaire : 900 euros	Financé par la CNSA sous forme de dotation au centre de ressources territorial

Prestations optionnelles	Participation du bénéficiaire	Facturé par le porteur ou le prestataire
--------------------------	-------------------------------	--

Différentes approches dans la construction du dispositif sont possibles, les deux s'inscrivant dans une logique de parcours de la personne âgée et des aidants et oscillent entre deux modèles :

- un modèle de service intégré : le porteur propose un accompagnement renforcé au domicile dans toutes ses dimensions. Il est titulaire d'une autorisation multiple (EHPAD hébergement permanent + accueil de jour + hébergement temporaire, mais aussi d'une autorisation de SAAD prestataire et d'une autorisation de SSIAD ou SPASAD). La quasi-totalité des prestations correspondantes sont assurées par une équipe salariée et des moyens matériels (transports, chambre d'urgence) du centre de ressources territorial. Même dans ce cadre, le choix doit être laissé au bénéficiaire sur les services qui interviennent au domicile ;

- un modèle de service partenarial qui prévoit un cadre de collaboration très structuré avec les acteurs traditionnels du secteur du domicile : SAAD, SSIAD, SPASAD, portage de repas... Le porteur n'est pas producteur des prestations du droit commun et n'assure pas la totalité des prestations complémentaires de l'accompagnement renforcé. L'équipe salariée du centre de ressources territorial est alors composée principalement de professionnels de coordination - outre les équipes assurant les activités complémentaires de jour et de nuit ou d'hébergement temporaire. L'enjeu de coopération avec les acteurs externes est alors très important du fait de la diversité des acteurs susceptibles d'intervenir au domicile.

6. Professionnels de l'accompagnement renforcé (volet 2)

Les professionnels composant l'équipe chargée de l'accompagnement renforcée sont à minima les suivants :

- le médecin du dispositif : participation à l'évaluation pour l'admission au sein du dispositif, mission d'expertise gériatrique et rôle de coordination de second niveau. En fonction des besoins, mise en places de protocoles nécessaires à la surveillance gériatrique (le cas échéant : sollicitation de l'expertise gériatrique du territoire) et mobilisation des équipes de santé adaptées en lien avec l'IDE du dispositif. Le médecin traitant et le médecin coordonnateur ont un rôle central en étant parties prenantes de la décision d'admission dans le dispositif et du suivi de la mise en œuvre du plan d'accompagnement personnalisé selon les modalités fixées par les équipes de coordination du dispositif.

- le coordinateur : le profil d'IDE est privilégié pour ce poste. Il assure la coordination des interventions des professionnels à domicile (soins, accompagnement, activités de la personne), particulièrement en l'absence de SPASAD et d'HAD et de mobiliser si besoin les expertises complémentaires. Ce coordinateur est également chargé d'évaluer la situation des personnes, d'élaborer le plan d'accompagnement personnalisé et d'assurer son suivi et son adaptation si besoin. Le coordinateur est l'interlocuteur privilégié des personnes en perte d'autonomie à domicile et de leurs aidants ;

- l'infirmier/infirmière (IDE), les aides-soignants, les assistants de soins en gérontologie (ASG), des auxiliaires de vie/accompagnants éducatifs et sociaux dont les missions couvrent, en complémentarité des prestations de droit commun :

- ✓ la mise en œuvre et la coordination du volet soins et accompagnement particulièrement en l'absence de SPASAD et d'HAD ;

- ✓ Des missions de garde itinérante et de surveillance à domicile complémentaires au droit commun (qui doivent prioritairement être financées dans le cadre du plan d'aide APA domicile et dans ce cadre être assurées par un SAAD)
- ✓ L'assistance à la réalisation d'actes de téléconsultation et d'expertise à domicile
- ✓ L'aide au suivi des programmes d'éducation thérapeutique du patient et du parcours vaccinal
- ✓ La participation à l'astreinte soignante 24h/24 et 7j/7, notamment dans le cadre du dispositif IDE de nuit mutualisée et/ou assurée par des aides-soignants de nuit, sur délégation des IDE et faute d'organisation d'une astreinte

- l'ergothérapeute : évaluation des besoins et accompagnement des bénéficiaires en termes d'aides techniques et d'aménagement du logement et suivi du dossier jusqu'à mise en œuvre des recommandations ;
- le psychologue pour l'accompagnement des bénéficiaires et leurs aidants (ex : repérage des situations à risque d'épuisement) ;

- l'animateur pour la mise en œuvre des activités collectives ou individuelles favorisant le lien social. Ce professionnel peut être partagé sur le volet 1.

D'autres professionnels interviennent auprès du bénéficiaire à son domicile et travaillent en articulation étroite avec l'équipe chargée de l'accompagnement renforcé au domicile :

- le médecin traitant : en complément du partage d'informations au moment de l'admission, l'équipe assurant la coordination des actions, et particulièrement le médecin coordinateur rattaché au dispositif, veillera à l'associer régulièrement et à lui transmettre les informations relatives au suivi du plan de soins et d'accompagnement.

- les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) pour l'accompagnement aux actes essentiels et de la vie quotidienne ;

- les services de soins à domicile sanitaires et médico-sociaux : les services d'HAD, les SSIAD et les SPASAD ; Concernant l'HAD, les modalités d'articulation entre l'équipe d'accompagnement renforcé et l'équipe de l'HAD devront être précisées. Lorsqu'une HAD est positionnée et dans le cas d'une intervention conjointe SSIAD/HAD (3), la répartition des soins de nursing et des soins infirmiers entre le SSIAD/SPASAD et l'HAD ou même l'IDEL intervenant au domicile devra être partagée avec l'équipe d'accompagnement renforcé car le plan d'accompagnement et de soins sera revu. Les soins réalisés par les professionnels de santé salariés de l'HAD ou libéraux ayant une convention avec l'HAD seront également intégrés au plan d'accompagnement et de soin et portés à la connaissance de l'équipe d'accompagnement renforcé.

- les professionnels de soins libéraux et les structures collectives de soins (CDS/CPTS/MSP): médecin traitant, IDEL, kinésithérapeute, psychomotricien, orthophonistes, diététiciens ;

- les équipes médico-sociales « Allocation personnalisée d'autonomie » (APA) du département pour le repérage des personnes pouvant être accompagnées par le dispositif et l'information sur son fonctionnement et les ressources du territoire ;

- les travailleurs sociaux des services territoriaux pour le repérage des bénéficiaires et de leurs aidants, l'information sur les démarches à réaliser, l'aide à l'ouverture des droits, la préparation du contrat d'accompagnement et son suivi ;

- Les dispositifs de coordination, notamment le dispositif d'appui à la coordination du territoire (DAC) ;
- la coordination des soins doit également intégrer le partenariat avec l'hôpital de proximité ou le service d'urgence le plus proche, au travers notamment d'hospitalisation directe.

17. Admission et sortie du dispositif

Le repérage des situations pouvant intégrer le dispositif d'accompagnement renforcé est réalisé à partir d'un signalement ou d'une demande des partenaires du territoire. Il peut s'agir des partenaires des champs sanitaire et médico-social (MT, DAC, CPTS, MSP, HAD, CH, EHPAD, SSIAD, SPASAD, SAAD, EMS APA...) du champ social (TS des services territoriaux, CCAS, CLIC), de la personne accompagnée ou de son aidant directement.

L'admission au sein du dispositif peut être préconisée en urgence, en sortie d'hospitalisation, par un médecin hospitalier. Dans la mesure du possible, le médecin traitant est associé à la décision d'intégration au sein du dispositif et à la mise en place d'un accompagnement renforcé, l'utilisateur apportant son consentement.

La procédure d'admission des bénéficiaires devra inclure les étapes suivantes :

- visite à domicile, qui peut être commune entre plusieurs structures pour éviter la multiplication de ces visites d'évaluation ;
- évaluation médicale par le médecin coordonnateur de l'EHPAD porteur ou partenaire (ou par le médecin intervenant dans l'EHPAD) en lien, dans la mesure du possible, avec le médecin traitant ;
- élaboration du plan d'accompagnement individualisé (sur le modèle du Plan personnalisé de coordination en santé) ;
- signature du contrat d'accompagnement entre le bénéficiaire et le centre de ressources territorial.

La décision d'admission revient au coordinateur, par délégation du directeur de la structure porteuse, sur avis de l'équipe chargée de l'accompagnement renforcé. Le porteur présente dans son projet ses cibles pour l'activité du volet 2 de centre de ressources territorial, dont la file active ne pourra être inférieure à 30 personnes. Il est admis que la montée en charge nécessite un temps préalable important de définition du projet avec les partenaires. Il s'agit d'un objectif à minima de prise en charge. Au fur et à mesure que les accompagnements sont définis et stabilisés, la file active pourra augmenter pour répondre aux besoins du territoire si l'équipe est en mesure de suivre davantage de personnes.

Sortie du dispositif :

- le bénéficiaire est hospitalisé pour une durée supérieure à 3 mois ;
- le bénéficiaire souhaite quitter le dispositif ;
- le bénéficiaire change de lieu de vie pour une entrée en EHPAD ou en USLD ;
- le bénéficiaire ne répond plus aux critères de prise en charge évalués par le coordinateur du CRT avec l'avis du médecin si ces critères sont liés à l'état de santé de l'utilisateur ;
- l'accompagnement renforcé ne présente plus de plus-value pour le bénéficiaire.

A la sortie du dispositif, une attention particulière sera donnée au suivi de la situation et l'équipe s'assurera qu'un relais soit bien pris par un dispositif du droit commun. Les décisions d'entrée et de sortie du dispositif sont systématiquement concertées au sein de l'équipe d'accompagnement renforcé.

18. Indicateurs de suivi et d'évaluation

Chaque CRT devra produire un rapport d'activité annuel détaillant les actions mises en place et reprenant les indicateurs suivants :

- nombre de personnes bénéficiant à la fois de prestations du volet 1 et du volet 2 ;
- composition de l'équipe du centre de ressource territorial (ETP et qualifications) ;
- liste des partenaires du centre de ressources territorial et gouvernance mises en place avec eux.

Les CRT auront une grille récapitulative des indicateurs, les indicateurs seront à remonter mi-septembre de l'année en cours.

Volet 1	Volet 2
<p>Indicateurs quantitatifs :</p> <p><i>S'agissant des effets sur les personnes âgées du territoire ne bénéficiant pas de la prestation hébergement et leur(s) aidant(s) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes âgées du territoire ayant bénéficié d'une prestation du volet 1 ; - Nombre d'aidants ayant bénéficié d'une prestation du volet 1 ; - Nombre de prestations de télésanté réalisées par un professionnel de l'EHPAD (téléconsultations accompagnées, télé-expertises sollicitées, et le cas échéant actes de télésoin) ; <p><i>Pour les professionnels intervenant auprès des personnes âgées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions améliorant les pratiques professionnelles dont actions de sensibilisation, partage de bonnes pratiques... ; - Nombre de professionnels ayant bénéficié d'une prestation du volet 1 ; - Parmi eux, nombre de professionnels d'un service à domicile ou d'un autre EHPAD 	<p>Indicateurs quantitatifs :</p> <p><i>S'agissant des bénéficiaires de l'accompagnement renforcé :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes dans la file active ; - Nombre d'entrées / sorties dont sorties temporaires (motifs et durée) ; - Nombre de prestations réalisées par domaine et par bénéficiaire de l'accompagnement. - Existence d'une participation financière du bénéficiaire <p><i>Coûts du dispositif :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Part du forfait consacré aux frais de fonctionnement / investissement ; - Détail du coût des prestations complémentaires dans les quatre domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▶ Sécurisation de l'environnement de la personne ; ▶ Gestion des situations de crise et soutien des aidants ; ▶ Coordination renforcée autour de la personne ; ▶ Continuité du projet de vie et lutte contre l'isolement des personnes âgées, animation de la vie sociale, appui au parcours de vie.
Volet 1	Volet 2
<p>Indicateurs qualitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Profil des bénéficiaires (GIR, lieu de vie etc) - Prestations proposées pour chacun des trois objectifs du volet 1 ; 	<p>Indicateurs qualitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modalités d'organisation - Modèle organisationnel (intégré ou coordonné) ; - Organisation de l'astreinte de nuit 24/24 et 7/7 (IDE)

- Modalités de prise en charge d'un coût de transports vers le lieu de réalisation du volet 1 par le CRT lorsqu'aucune autre solution de mobilité ne peut être mobilisée ;
- Satisfaction des personnes ayant bénéficié d'une prestation du volet 1 ;
- Retour d'expérience du gestionnaire du centre de ressources territorial.

/ AS).
- File active et profils des bénéficiaires
- Typologie des bénéficiaires : âge, sexe, situation au domicile, GIR ;
- Motifs d'admission et de sortie.
- Prestations assurées dans le cadre de l'accompagnement renforcé
- Typologie des prestations mises en œuvre : soins / accompagnement / sécurisation du domicile - panier de prestations type par bénéficiaire
- Coordination : modalités / temps consacré
- Articulation avec le droit commun
- Satisfaction / au service rendu
- Satisfaction des bénéficiaires / aidants
- Satisfaction des professionnels
- Difficultés éventuelles

ANNEXES

TERRITOIRE DU OUEST CHER la liste des communes à couvrir

BRINAY	MEREAU	SAINT THORETTE
CERBOIS	MERY SUR CHER	SAUGY
CIVRAY	NEUVY SUR BARANGEON	THENIOUX
CHAROST	NOHAN EN GRACAY	VIERZON
CHERY	PLOU	VIGNOUX SUR BARANGEON
DAMPIERE EN GRACAY	POISIEUX	VILLENEUVE SUR CHER
FOECY	PREUILLY	VOUZERON
GRACAY	PRIMELLES	
GENOUILLY	SAINT AMBROIX	
LAPLAN	SAINT FLORENT SUR CHER	
LAZENAY	SAINT GEORGES SUR LA PREE	
LIMEUX	SAINT HILAIRE DE COURT	
LUNERY	QUINCY	
LURY SUR ARNON	SAINT LAURENT	
MASSAY	SAINT OUTRILLE	

TERRITOIRE DE L'EURE ET LOIR la liste des communes à couvrir

BONNEVALAIS	SANCHEVILLE	LA CHAPELLE-DU-NOYER
ALLUYES	SAUMERAY	LOGRON
BONNEVAL	TRIZAY-LES-BONNEVAL	MARBOUE
BOUVILLE	VILLIERS-SAINT-ORIEN	MOLEANS
BULLAINVILLE		MOULHARD
DANCY	GRAND CHATEAUDUN	SAINT-CHRISTOPHE
DANGEAU	BROU	SAINT-DENIS-LANNERAY
FLACEY	CHAPELLE-GUILLAUME	THIVILLE
LE GAULT-SAINT-DENIS	CHATEAUDUN	UNVERRE
MONTBOISSIER	CLOYES LES TROIS RIVIERES	VALD'YERRE
MONTHARVILLE	CONIE-MOLITARD	VILLAMPUY
MORIERS	DAMPIERRE-SOUS-BROU	VILLEMAURY
NEUVY-EN-DUNOIS	DONNEMAIN-SAINT-MAMES	YEVRES
PRE-SAINT-ÉVROULT	GOHORY	
PRE-SAINT-MARTIN	JALLANS	
SAINT-MAUR-SUR-LE-LOIR	LA BAZOCHE-GOUET	

TERRITOIRE DE L'INDRE la liste des communes à couvrir

CC ECUEILLE-VALENCAY

ECUEILLE
FONGUENAND
FREDILLE
GEHEE
HEUGNES
JEU-MALOCHE
LA VERNELLE
LANGE
LUÇAY-LE-MALE
LYE
PELLEVOISIN
PREAUX
SELLES SUR NAHON
VALENCAY
VEUIL
VICQ-SUR-NAHON
VILLEGOUIN
VILLENTROIS-FAVEROLLES-
EN BERRY

Cc LEVROUX-BOISCHAUT CHAMPAGNE

BAUDRES
BOUGES-LE-CHATEAU
BRETAGNE
BRION
FRANCILLON
LEVROUX
MOULINS SUR CEPHONS
ROUVRES-LES-BOIS

VILLEGONGIS

VINEUIL

CC CHABRIS-PAYS DE BAZELLE

ANJOUIN
BAGNEUX
CHABRIS
DUN-LE-POËLIER
MENETOU SUR NAHON
ORVILLE
POULAINES
SEMBLEÇAY
ST CHRISTOPHE EN BAZELLE
VAL-FOUZON

CC CHAMPAGNE BOISCHAUTS

AIZE
AMBRAULT
BOMMIERS
BRIVES
BUXEUIL
CHOUDAY
CONDE
FONTENAY
GIROUX
GUILLY
LA CHAMPENOISE
LA CHAPELLE ST LAURIAN
LINIEZ

LIZERAY

LUÇAY-LE-LIBRE
MENETREOLS-SOUS-VATAN
MEUNET SUR VATAN
MEUNET-PLANCHES
NEUVY-PAILLOUX
PRUNIER
REBOURSIN
ST AUBIN
ST AOUSTRILLE
ST FLORENTIN
ST PIERRE DE JARDS
ST VALENTIN
STE-FAUSTE
THIZAY
VATAN
VOUILLON

Cc DU PAYS D'ISSOUDUN

DIOU
ISSOUDUN
LES BORDES
MIGNY
PAUDY
REUILLY
SEGRY
ST GEORGES-SUR-ARNON
STE LIZAIGNE

TERRITOIRE DE L'INDRE ET LOIRE la liste des communes à couvrir

CC VALLEE DE L'INDRE

ARTANNES-SUR-INDRE
AZAY-LE-RIDEAU
BREHEMONT
CHEILLE
ESVRES
LA CHAPELLE-AUX-NAUX
LIGNIERES-DE-TOURAIN
MONTBAZON
MONTS
PONT-DE-RUAN
RIGNY-USSE
RIVARENNES
SACHE
SAINT-BRANCHS
SAINTE-CATHERINE-DE-
FIERBOIS

SORIGNY
THILOUZE
TRUYES
VALLERES
VEIGNE
VILLAINES-LES-ROCHERS
VILLEPERDUE

CC LA METROPOLE DE TOURS

BALLAN-MIRE
BERTHENAY
CHAMBRAY-LES-TOURS
CHANCEAUX-SUR-
CHOISILLE
DRUYE
JOUÉ-LES-TOURS

LA RICHE
NOTRE-DAME-D'OE
PARÇAY-MESLAY
ROCHECORBON
SAINT-AVERTIN
SAINT-CYR-SUR-LOIRE
SAINT-GENOUPH
SAINT-PIERRE-DES-CORPS
SAVONNIERES
TOURS
VILLANDRY

TERRITOIRE DU LOIR ET CHER la liste des communes à couvrir

TERRITOIRE SUD-EST

LOIR ET CHER

ROMORANTIN LANTENAY

CHAON

LA CHAPELLE-

MONTMARTIN

CHATRES-SUR-CHER

CHAUMONT-SUR-THARONNE

LA FERTE-BEAUHARNAIS

LA FERTE-IMBAULT

GIEVRES

LAMOTTE-BEUVRON

LANGON-SUR-CHER

LOREUX

MARAY

MARCILLY-EN-GAULT

LA MAROLLE-EN-SOLOGNE

MENNETOU-SUR-CHER

MILLANÇAY

MONTRIEUX-EN-SOLOGNE

NEUNG-SUR-BEUVRON

NOUAN-LE-FUZELIER

ORÇAY

PIERREFITTE-SUR-SAUDRE

PRUNIER-SUR-SOLOGNE

ROMORANTIN-LANTHENAY

SAINT-JULIEN-SUR-CHER

SAINT-LOUP

SAINT-VIATRE

SALBRIS

SELLES-SAINT-DENIS

SOUESMES

SOUVIGNY-EN-SOLOGNE

THEILLAY

VEILLEINS

VERNOU-EN-SOLOGNE

VILLEFRANCHE-SUR-CHER

VILLEHERVIERS

VOUZON

YVOY-LE-MARRON

AXE LIGERIE

METROPOLE DE BLOIS

AMBLOY

AUTAINVILLE

AUTHON

AVERDON

BEAUCE LA ROMAINE

BINAS

BLOIS

BOISSEAU

BRIOU

CHAMPIGNY-EN-BEAUCE

LA CHAPELLE-

VENDOMOISE

VALLOIRE-SUR-CISSE

CONAN

CONCRIERS

CRUCHERAY

ÉPIAIS

FOSSE

FRANÇAY

GOMBERGEAN

HERBAULT

HUISSEAU-EN-BEAUCE

JOSNES

LANCE

LANCOME

LANDES-LE-GAULOIS

LORGES

LA MADELEINE-

VILLEFROUIN

MARCHENOIR

MAROLLES

MAVES

VALENCISSE

NOURRAY

OUCQUES LA NOUVELLE

PERIGNY

LE PLESSIS-L'ÉCHELLE

PRAY

PRUNAY-CASSEREAU

RHODON

ROCHES

SAINT-AMAND-LONGPRE

SAINT-BOHAIRE

SAINT-CYR-DU-GAULT

SAINT-ÉTIENNE-DES-

GUERETS

SAINT-GOURGON

SAINT-LEONARD-EN-

BEAUCE

SAINT-LUBIN-EN-

VERGONNOIS

SAINT-SULPICE-DE-

POMMERAY

SANTENAY

SASNIERES

SELOMMES

TOURAILLES

VIEVY-LE-RAYE

VILLEBAROU

VILLECHAUVE

VILLEFRANCŒUR

VILLEMARDY

VILLENEUVE-FROUVILLE

VILLEPORCHER

VILLERBON

VILLERMAIN

VILLEROMAIN

TERRITOIRE DU LOIRET SUD EST la liste des communes à couvrir

ARDON	LIGNY-LE-RIBAUT
ARTENAY	LION-EN-BEAUCE
BACCON	LOURY
LE BARDON	MARCILLY-EN-VILLETTE
BAULE	MAREAU-AUX-PRES
BEAUGENCY	MENESTREAU-EN-VILLETTE
BOULAY-LES-BARRES	MESSAS
BRICY	MEUNG-SUR-LOIRE
BUCY-LE-ROI	MEZIERES-LEZ-CLERY
BUCY-SAINT-LIPHARD	PATAY
CERCOTTES	REBRECHIEN
CHAINGY	ROUVRAY-SAINTE-CROIX
LA CHAPELLE-ONZERAIN	ROZIERES-EN-BEAUCE
CHARSONVILLE	RUAN
CHEVILLY	SAINT-AY
CLERY-SAINT-ANDRE	SAINT-PERAVY-LA-COLOMBE
COINCES	SAINT-SIGISMOND
COULMIERS	SENNELY
CRAVANT	SOUGY
DRY	TAVERS
ÉPIEDS-EN-BEAUCE	TOURNOISIS
LA FERTE-SAINT-AUBIN	TRAINOU
GEMIGNY	TRINAY
GIDY	VENNECY
HUETRE	VILLAMBLAIN
HUISSEAU-SUR-MAUVES	VILLENEUVE-SUR-CONIE
JOUY-LE-POTIER	VILLORCEAU
LAILLY-EN-VAL	